Politique financière et assainissement des finances fédérales : dans les remous d'une année d'élections

Autor(en): **Schläpfer, Martin**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger**

Band (Jahr): **22 (1995)**

Heft 2

PDF erstellt am: **04.06.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-912149

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Politique financière et assainissement des finances fédérales

Dans les remous d'une année d

Avant les élections, il est encore plus difficile que d'habitude de faire des économies. Le Parlement a fortement amputé le troisième «programme d'économies» du Conseil fédéral. Les partis bourgeois ont refusé pratiquement toutes les nouvelles recettes. De même, les mesures d'économie structurelles, qui touchent tout le monde, ne seront prises qu'au cours de la prochaine législature. Car avant les élections au Conseil national, le 22 octobre, personne ne veut contrarier sa clientèle électorale.

Peter Bodenmann, président du parti socialiste, suit les traces du chancelier fédéral allemand, Helmut Kohl. Il est persuadé que la faible reprise conjoncturelle se transformera en une forte croissance. Ce qui devrait donner à

Martin Schläpfer

l'Etat la possibilité de faire des économies sélectives ou même de réduire la dette. Ce pronostic s'avère risqué quand on pense au mal que le Conseil fédéral et le Parlement ont eu jusqu'ici à faire des économies. La déclaration des experts financiers bourgeois, qui se faisaient fort de ramener le déficit au-dessous de la barre des six milliards de francs, s'est révélée fausse; le budget adopté présentait un déficit de 6,1 milliards. Les comptes 1994 boucleront avec un déficit de 5,1 milliards de francs.

Pas de nouvelles recettes

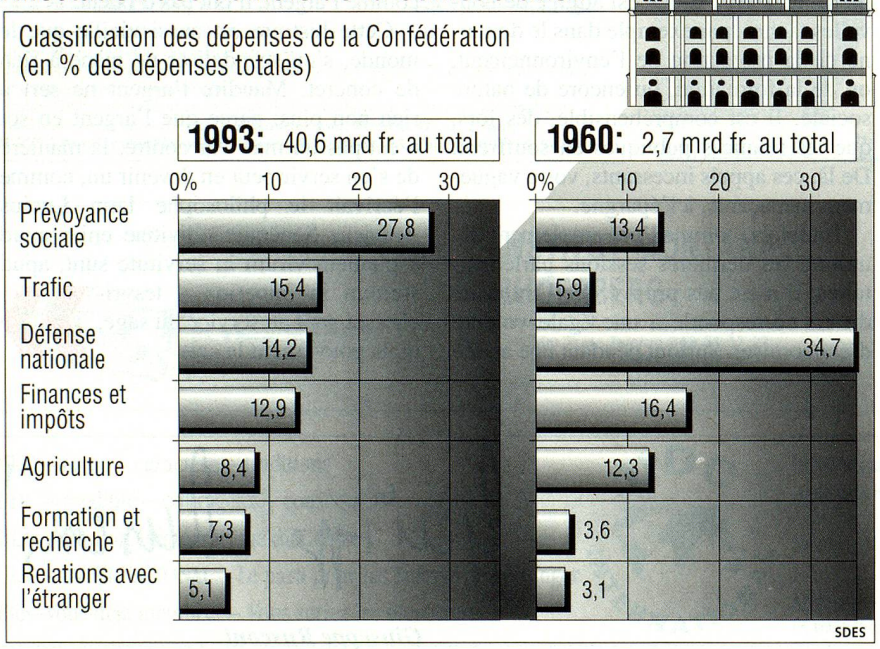
Le Conseil fédéral avait espéré pouvoir, avec le troisième plan d'assainissement depuis 1992, réduire le déficit annuel dans les années 1996 à 1998 à un montant compris entre 1,9 et 4 milliards de francs en chiffres ronds. Cela, en augmentant une nouvelle fois les impôts et les taxes; il souhaitait obtenir 1,3 milliard de recettes supplémentaires. Mais tout songe est mensonge. Le PRD, le PDC et l'UDC, tous trois partis gouvernementaux, ont torpillé la nouvelle hausse des droits de douane sur l'essence de 15 centimes par litre, de même que l'adaptation des droits de douane sur l'huile de chauffage et le gaz ainsi que le passage prévu à l'impôt proportionnel pour l'impôt fédéral direct. Grâce à cette dernière mesure, Otto Stich, ministre des finances, voulait faire payer davantage aux banques et aux assurances, qui sont des branches prospères. Ainsi, seul l'impôt sur le tabac rapportera davantage au fumeur de pipe qu'est Monsieur Stich. Mais ces 75 millions de francs ne sont qu'une goutte d'eau dans la mer.

La raison de la retenue des partis bourgeois pour ce qui concerne les recettes: les partis ont peur de pousser les électeurs dans les bras des groupements d'opposition de droite. En outre, une hausse des droits de douane sur l'essence et l'huile de chauffage n'aurait eu aucune chance d'être acceptée par le peuple si le référendum avait été demandé. En ce moment, l'indignation règne dans de larges milieux à cause de l'introduction récente de la taxe à la valeur ajoutée. Certes, l'Administration fédérale des finances a bien maîtrisé ce changement de système, qui a été rapide. Mais le Conseil fédéral refuse d'éliminer certaines absurdités dans l'ordonnance. Cet entêtement, dû à des raisons fiscales, pourrait renforcer durablement la mauvaise humeur qui existe déjà à l'égard de la classe politique; les électeurs pourraient, à l'occasion, laisser libre cours à leur mauvaise humeur.

La tactique attentiste des partis bourgeois est aussi en rapport avec la politique financière. Personne ne peut encore dire combien la taxe à la valeur ajoutée apportera de recettes supplémentaires. En outre, la thèse défendue par Otto Stich, selon laquelle le déficit structurel s'élèverait à quatre milliards de francs, est controversée. On entend par là le déficit qui n'est pas dû à la conjoncture, donc les dépenses qui ne sont pas couvertes par des rentrées fiscales assurées. Le conseiller national socialiste Rudolf Strahm et le conseiller national radical Gerold Bührer, tous deux experts financiers, estiment que le montant en réalité est beaucoup plus faible. Par conséquent, si la croissance de l'économie redevenait forte, le déficit diminuerait rapidement.

Au surplus, le Conseil Fédéral et le Parlement n'ont pas encore fourni la preuve de leur volonté de faire des économies. En ce moment, le Parlement s'emploie à éliminer les dépenses ex-

Affectation des deniers de la Confédération



élections

cessives décidées pendant la dernière période de boom. Selon l'OCDE, la part que représente l'impôt par rapport au produit national brut a augmenté en Suisse plus fortement que dans les autres pays; aux Etats-Unis et au Japon, cette part est aujourd'hui nettement moins élevée (voir graphique ci-contre). Cependant, la fiscalité relativement favorable est l'un des derniers avantages dont la Suisse bénéficie dans la concurrence effrénée que nous font les autres pays.

Intérêts divergents

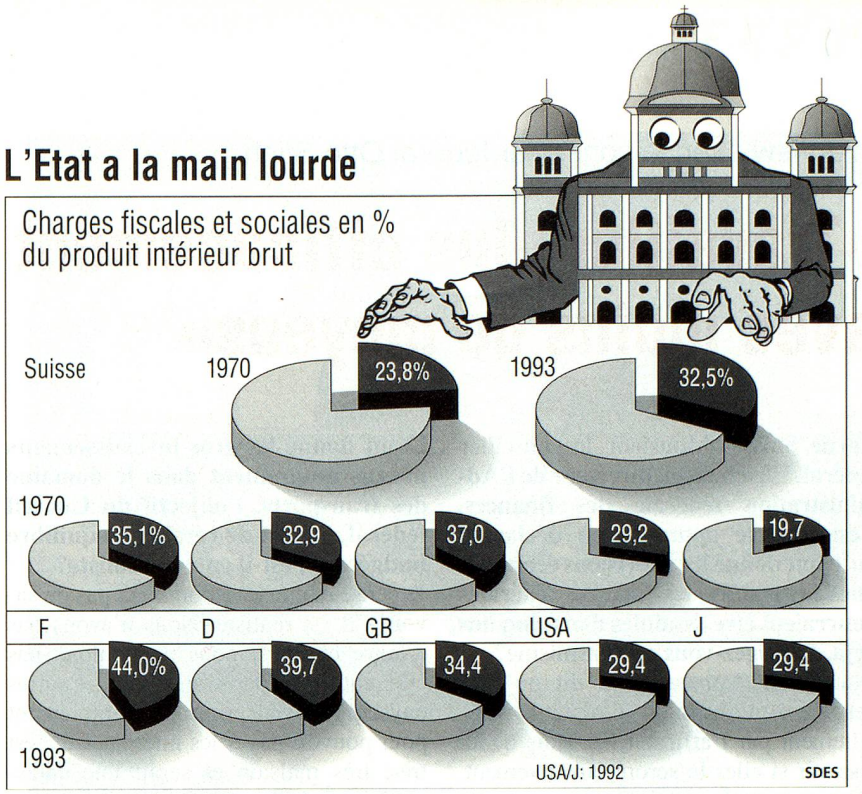
Pour 1997, le programme d'économies ne permet de réduire les dépenses que de cinq pour cent, sur des dépenses s'élevant à 46 milliards de francs environ. En outre, le plan financier ne dit pas toute la vérité. Monsieur Stich n'a pas encore tenu compte de l'assainissement des CFF et de la Caisse fédérale d'assurance, pas plus que de l'indemnité à verser aux PTT pour les prestations d'intérêt public qu'ils fournissent.

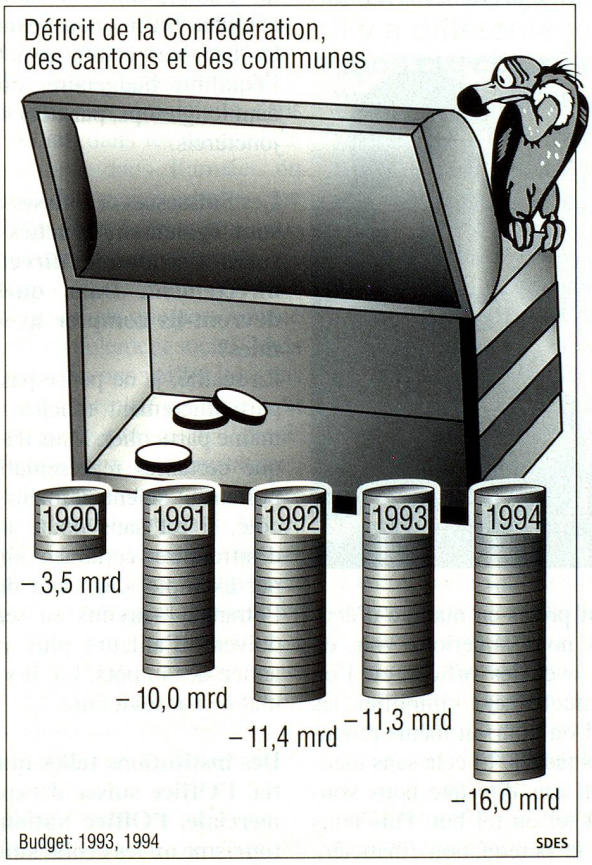
Ce qui est malheureux, c'est que les partis gouvernementaux parlent tous d'économies, mais que leurs buts ne coïncident pas, loin de là. Les socialistes s'en prennent à la bureaucratie dans l'agriculture et dans l'armée, aux cartels et à ceux qui profitent des soumissions, mais ils ne sont pas d'accord de réduire les dépenses sociales. L'Union démocratique du Centre demande que l'on fasse des économies massives dans le domaine de nos relations avec l'étranger, dans celui de l'asile et sur le dos des chômeurs, mais veut protéger la branche de l'alimentation. Chacun défend sa clientèle électorale.

Après les élections, on parlera néanmoins de mesures structurelles. Le mot magique, c'est «lean administration». Il ne s'agit pas seulement de rendre le gouvernement et l'administration plus efficaces; on veut aussi déclarer la guerre à tout ce qui fait double emploi dans notre système fédéraliste. On prévoit de revoir la péréquation financière. Enfin, le conseil fédéral devra aussi dire quelle est sa position sur le gigantesque projet d'infrastructure que représentent les nouvelles lignes ferroviaires alpines (NLFA). Avons-nous les moyens de financer la construction de deux tunnels, le Lötschberg et le Gothard?

La période de difficultés financières que nous traversons serait une bonne occasion d'entreprendre des réformes qui auraient déjà dû être réalisées et de couper les branches gourmandes de l'appareil étatique. Quelque souhaitable que soit une période de haute conjoncture, dès que l'argent recommencera à tomber dans la caisse de la Confédération, l'ardeur réformatrice risque bien de se refroidir. ■

L'Etat a la main lourde



Depuis le début des années septante, la quote-part fiscale a augmenté en Suisse davantage que dans d'autres pays. En pourcent du produit intérieur brut (PIB), la part des impôts et des cotisations aux assurances sociales obligatoires atteint actuellement près d'un tiers du PIB. (Graphiques: Wf)

Les caisses publiques sont à sec